

Note d'analyse – 30 avril 2018

Quel scénario pour le Congo ?

Depuis les élections fortement contestées de 2011 le régime du président Joseph Kabila se trouve en pleine crise existentielle. Le deuxième et dernier mandat constitutionnel de Kabila a déjà pris fin en décembre 2016 et l'enjeu est la survie du régime. Après des entretiens avec des personnalités en République Démocratique du Congo et en Belgique, nous entrevoyons trois probables scénarii pour la suite des événements en RDC.

1. Report des élections

Les élections auraient dû avoir lieu fin décembre 2016. Elles ont toutefois déjà été reportées deux fois parce que le régime n'a pas la volonté politique de les organiser. Le président Joseph Kabila s'accroche au pouvoir pour diverses raisons :

- Primo le Congo ne connaît pas de tradition de passation de pouvoir démocratique et pacifique. Céder le pouvoir représente un saut dans l'inconnu, même si la constitution garantit à l'ex-président le poste de sénateur.
- Secundo l'entourage de Kabila l'encourage à rester au pouvoir, pour sa propre survie.
- Tertio le clan présidentiel a beaucoup d'intérêts économiques au Congo et le départ du président risque d'entraîner de grosses pertes pour eux.
- Quarto ils ont peur de représailles et de poursuites judiciaires.
- Cinquièmement l'opposition et la société civile ne parviennent pas à mobiliser la population de façon massive face à un appareil sécuritaire répressif qui, jusqu'à présent, reste loyal à Kabila.
- Finalement il n'y a pas parmi la communauté internationale (l'Occident, l'Orient et l'Afrique) un consensus au sujet du départ de Kabila.

En 2016 un premier report des élections a été accepté grâce à la signature d'un accord politique inclusif, soutenu par l'Église Catholique et la communauté internationale. En 2017 un deuxième report a été accepté suite à la publication du calendrier électoral internationalement soutenu. Après la mort en Belgique en février 2017 d'Etienne Tshisekedi le régime a suivi la stratégie de 'diviser pour mieux régner' ce qui a fortement affaibli l'opposition. Par conséquent elle n'était plus en mesure de forcer l'exécution de l'accord et l'organisation des élections.

La majorité politique actuelle se rend compte qu'elle sera lourdement sanctionnée en cas d'élections crédibles. Le mécontentement est grand après 17 ans de 'Kabilisme' (sous le fils). Il y a donc de réelles chances que le régime – face à une opposition, une société civile et une communauté internationale faibles – reporte les élections une troisième fois pour maintenir Kabila au pouvoir ('glissement').

Des indices sérieux de report des élections sont déjà perceptibles à 8 mois de la date des scrutins, notamment le non-respect du délai prévu pour le vote de la loi sur la répartition des sièges par le Parlement. Si l'adoption de cette loi est reportée à la prochaine session parlementaire censée se tenir en septembre 2018, le dépôt des candidatures prévu en juin et en juillet 2018 ne pourra se faire. Les scrutins prévus le 23 décembre 2018 devra être reporté. Une autre raison pour reporter les élections pourrait être le retard dans l'enregistrement des Congolais de la diaspora. La loi prévoit leur participation à l'élection présidentielle.

Un nouveau report pourrait néanmoins être accepté s'il est limité dans le temps et s'il a pour cause des impératifs techniques. Il faut cependant que les candidatures aient été préalablement introduites dans les délais prévus dans l'actuelle calendrier. Le report pourrait tout aussi bien être provoqué par un état d'urgence (créé volontairement). Si le report fait de nouveau partie d'une stratégie politique, le régime devra faire des grandes concessions comme la nomination d'un grand opposant à la primature, dans l'esprit de l'accord politique.

Il n'est donc pas surprenant que le régime cherche le rapprochement avec Félix Tshisekedi et conclut avec celui-ci un compromis au sujet du rapatriement et l'enterrement de son père. Pour l'instant Tshisekedi refuse le poste de premier ministre pour sauvegarder son alliance avec Moïse Katumbi. Mais pourra-t-il continuer à résister à la pression du régime?

2. Tenue des élections (partielles)

Fin 2017 la commission électorale congolaise (CENI), mise sous pression par le gouvernement américain et l'Union Européenne, publiait un calendrier pour les élections. Celui-ci prévoit pour le 23 décembre 2018 l'organisation des scrutins présidentiel, législatif et provincial.

Après l'enregistrement des électeurs (environ 40 millions) et le vote de la nouvelle loi électorale, il faudra attendre la loi sur la répartition des sièges. La commission électorale peut seulement organiser des élections (crédibles) si le régime les rend possibles, mais elle est confrontée à des obstacles

politiques, financiers, logistiques et sécuritaires. L'absence de consensus politique, la méfiance par rapport au processus électoral (notamment à propos du fichier électoral et de la machine à voter) et les violations des droits de l'homme préparent d'ores et déjà à un climat de contestation des résultats et de crise post-électorale.

Depuis la publication de ce calendrier, majorité comme opposition semblent s'être inscrits dans la logique électorale. Il n'est donc pas exclu que le régime, mis sous pression, organise en 2018 des élections, au besoin seulement pour le Parlement ('découplage'). Le parti du président (PPRD) tentera alors de gagner un grand nombre de sièges pour disposer d'une majorité confortable. Ce tableau pourrait faciliter un changement de la constitution par exemple pour transformer le système d'élection du président en un modèle indirect où le président serait élu par le parlement (comme en Afrique du Sud et en Angola).

L'élection présidentielle est délicate puisque liée à l'avenir du président Kabila. Cette élection aura seulement lieu s'il est prêt à désigner un successeur ('dauphin'), mais pour le moment il n'y a pas de signaux clairs annonçant son départ. Un homme régulièrement cité comme successeur potentiel est l'ancien premier ministre Augustin Matata, mais faute de consensus au sein du PPRD et de la coalition gouvernementale la majorité risque d'éclater. D'autres membres importants du parti et partenaires dans la coalition ont en effet eux-mêmes des ambitions présidentielles (le cas de l'autre ancien premier ministre Adolphe Muzito du PALU et du ministre Modeste Bahati Lukwebo de l'AFDC). Selon le calendrier électoral il devrait être clair en septembre 2018 qui sera candidat et qui ne le sera pas.

Un autre facteur déterminant pour tenir l'élection présidentielle pourrait être l'absence du challenger important Moïse Katumbi. Il a gagné en popularité comme président de l'équipe de football TP Mazembe et a même acquis un potentiel électoral en dehors de son fief (l'ex-province du Katanga). De plus il a à sa disposition beaucoup de moyens, un puissant réseau à l'international et depuis mars 2018 une large plateforme électorale (Ensemble, y compris le G7). Contre lui plaident les faits que jusque récemment il était 'Kabiliste' et qu'il vit déjà depuis deux ans en Belgique sans perspectives de retour au Congo. Katumbi annonce son retour mais le régime est décidé à le maintenir en dehors du processus électoral et n'hésite pas pour cela à se servir de la justice.

Si Katumbi ne rentre pas au pays, les chances de Félix Tshisekedi, le candidat de l'UDPS, augmentent. Fin mars 2018 il a été élu comme nouveau président national de l'UPDS après le décès de son père. Le

filis Tshisekedi est ainsi à la tête d'un parti national et historique et est populaire auprès de la base et dans la capitale Kinshasa. D'un autre côté il n'a jamais exercé un mandat public et dispose de moyens insuffisants et de trop peu d'appuis internationaux pour faire face au candidat du pouvoir actuel ou à Katumbi.

En dehors de Ensemble et de l'UDPS, il reste des acteurs politiques importants comme l'UNC, le MLC et leurs alliés. L'UNC avancera probablement Vital Kamerhe comme candidat à la présidence mais il a perdu en popularité depuis 2016, y compris dans son fief du Kivu, même si il demeure incontestable dans ce coin du pays. Il n'est pas clair si le MLC, en l'absence de Jean-Pierre Bemba, proposera un candidat propre ou apportera son soutien à un autre candidat. Les deux partis sont ouverts aux discussions avec l'UDPS et Ensemble, Kamerhe s'étant déclaré ouvert à une candidature commune de l'opposition. Par ailleurs, l'introduction du seuil électoral et l'augmentation des cautions obligent les partis à collaborer davantage.

3. Transition sans Kabila

En 2017 l'opposition et les mouvements citoyens n'ont pas réussi à organiser des manifestations massives. L'interdiction de manifester est toujours en vigueur (malgré l'autorisation exceptionnelle du meeting de l'UDPS le 24 avril 2018) et le régime n'a pas hésité à étouffer de façon répressive toute tentative de protestation. A la fin de l'année passée l'Église Catholique a pris en main la direction de la contestation. Elle a une autorité morale, joue un rôle social important dans l'enseignement et les soins de santé, et dispose d'un réseau de communication dans le pays entier.

Après l'appel du Comité Laïc de Coordination (CLC), en concertation avec la conférence épiscopale (CENCO), la population est descendue dans les rues après les messes du 31 décembre 2017, 21 janvier et 25 février 2018, pour exiger l'exécution de l'accord politique de 2016. A Kinshasa et dans d'autres villes la population a participé de façon massive grâce à l'engagement actif des paroisses.

La répression sanglante a obligé le CLC, en concertation avec les évêques et les paroisses, à suspendre les manifestations. Cette pause donne à la base de l'Église l'occasion de préparer la population à de nouvelles actions. L'Église insiste auprès du régime sur plus d'espace démocratique et l'organisation des élections crédibles sans la participation du président Kabila. Si le processus électoral s'enlise, l'Église pourra, par l'entremise du CLC et des paroisses (avec probablement le soutien de l'opposition et les mouvements citoyens), de nouveau appeler aux manifestations publiques.

Les protestations ont réveillé la communauté internationale et donc augmenté la pression sur le régime. Celui-ci considère l'Église Catholique comme son véritable adversaire. Elle est en effet proche de la population et a la capacité de l'informer, la sensibiliser et la mobiliser. De plus l'Eglise a une bonne réputation internationale et comporte des personnalités fortes comme le cardinal Laurent Monsengwo et son successeur l'archevêque Fridolin Ambongo.

Si l'Église réussit à organiser des nouvelles manifestations populaires cela pourrait changer les rapports de force dans certains coins stratégiques du pays, comme la capitale, et causer des fissures dans l'appareil sécuritaire. L'impression subsiste que l'armée, la police et les services de renseignement – dont une partie de la hiérarchie est fortement liée au Rwanda – sont encore loyaux à Kabila. D'autre part une grande partie de la base (au sein de l'armée et la police) est très mécontente des mauvaises conditions de vie et de travail. Il y a donc des fortes chances que certains groupes au sein de l'appareil sécuritaire se joignent à l'appel au changement.

Pour survivre, le régime a tout intérêt à limiter les manifestations et à ne pas laisser la situation lui échapper. Pour cela il essaie de diviser les adversaires, y compris l'Église, de les intimider et de les corrompre. Mais un nouveau report des élections, le maintien de Kabila au pouvoir et l'absence d'un dialogue politique honnête et d'une transition crédible, ouvrent la voie à une issue forcée à l'impasse politique et à une transition sans Kabila ('TSK'). Si la situation reste sans perspective, ce scénario pourrait trouver un soutien aussi bien interne, régional qu'international.

Une transition sans Kabila pourrait résulter de :

- Une intervention (militaire) de l'organisation régionale SADC, avec le soutien de l'Occident, pour écarter Kabila et faciliter une transition stable et des élections. L'Angola et l'Afrique du Sud pourraient jouer un rôle important.
- Une révolution de palais où un groupe à l'intérieur du régime écarterait Kabila et maintiendrait le régime en place. Le Rwanda – Paul Kagame préside actuellement l'Union Africaine - pourrait faciliter ceci pour protéger ses intérêts.
- Un changement de régime armé où un groupe d'opposition écarterait Kabila et les ténors du régime pour conquérir le pouvoir. Moïse Katumbi est le seul acteur politique de poids ayant les moyens et les relations pour rendre ceci possible, cette option pourrait être envisageable s'il continue d'être tenu à l'écart du processus électoral. Cependant il n'est pas certain qu'il sera disposé d'aller aussi loin.

Le départ brusque de Kabila mènera à une nouvelle transition. Il s'agira alors de déterminer les acteurs qui la conduiront et qui pourront garantir la stabilité du pays et l'organisation des élections crédibles. Selon la constitution le président du Sénat deviendrait le président intérimaire. A ce jour c'est Léon Kengo Wa Dondo (UFC), ex-premier ministre sous Mobutu et candidat présidentiel en 2011. Il a toutefois un soutien local insuffisant, malgré son expérience politique.

Des mouvements citoyens avancent le nom du docteur Denis Mukwege mais il ne fait pas non plus l'unanimité. Des personnalités de l'Eglise comme le cardinal Monsengwo qui a présidé la conférence nationale dans les années '90 sont également citées. Mais pour ne pas trop mettre en péril l'Église, le CLC pourrait jouer un rôle avec des professeurs éminents tels que Isidore Ndaywel et Thierry Nlandu.

Nadia Nsayi est responsable de plaidoyer chez Broederlijk Delen et Pax Christi Vlaanderen en Belgique. Contact : nadia.nsayi@paxchristi.be

Charis Basoko est responsable de plaidoyer chez Rodhecic en République Démocratique du Congo. Contact : charisbas@hotmail.com